

Analyser concrètement une situation complètement nouvelle

« Le gros des travailleurs reste l'arme au pied » m'a dit un camarade au cours d'une conversation récente. Dans la recherche des raisons possibles, le plus facile est de l'expliquer par l'action des directions syndicales. Ou encore, dans un ordre d'idées différent, par le poids du « consumérisme » et du fétichisme de l'argent. Je ne crois pas qu'on puisse se satisfaire de telles réponses. L'idée que j'avance est celle qu'il y a, dans la grande masse des travailleurs, une intuition, ou quelque chose de plus fort, de l'ordre de la sidération, de se trouver confrontés à une situation qu'ils n'attendaient pas et à laquelle ils ne s'étaient jamais préparés. À savoir une nouvelle vague de licenciements, venant après celle de 2009 et après les processus de précarisation bien antérieurs encore, dont l'effet est de s'attaquer radicalement à la notion de « travail » dans ses dimensions de dignité professionnelle et de définition sociale (place dans la société et encore pour certains, place dans le mouve-

ment de l'histoire). Les travailleurs commencent à comprendre qu'au mieux, une partie d'entre eux retrouveront un « emploi », ce que les jeunes nomment un « job », pour désigner un emploi dans lequel il est impossible de s'investir, en espérant ne pas tomber dans la pauvreté ou se trouver, en cas d'événements personnels supplémentaires, à la rue. On a donc des « mouvements sociaux » devenus expression passe-partout d'arrêts de travail, de grèves plus longues, de manifestations. Mais il n'y a plus de *mouvement social* dans le sens théorisé par Jean-Marie Vincent (voir les extraits de son travail que nous publions dans ce numéro). Le mouvement social, au sens plein du terme, a reflué après la fin des grandes mobilisations sur les retraites de l'automne 2010.

Je fais l'hypothèse, qui n'est pas, je l'espère, un pari pascalien, que le mouvement social est en latence et que, tel un cours d'eau qui passe pendant un temps sous terre, il resurgira

dès que des centaines de milliers de gens verront la possibilité d'agir de nouveau ensemble. Le cours politique et social des pays européens est marqué par une grande instabilité. Elle prend différentes formes, et a parfois même celle de grandes manifestations répétées capables de faire tomber un gouvernement, comme cela a eu lieu tout récemment en Bulgarie. Au moment où cet article prend enfin forme un million de personnes ont manifesté dans les villes du Portugal. Je plaide pour que les questions absolument nouvelles auxquelles les travailleurs sont confrontés soient posées et commencent à être débattues. Dans le contexte français étudié par Jean-Marie Vincent, le mouvement social, au sens plein du terme, a toujours vu la rencontre, à partir d'une question donnée, de mobilisations « spontanées » ou « autoconvoquées » (les guillemets traduisant le fait que des « militants », encartés ou non, y jouent très souvent un rôle déclencheur ou de relais immédiat) et de structures syndicales, associatives et politiques (qui comprennent des collectifs plus souples) où des militants mènent une activité politique suivie. Pour le meilleur ou pour le pire, « l'espace politique » français est occupé de façon dense, ce qui donne à ceux qui appartiennent à ces structures syndicales, associations, organisations et collectifs politiques une responsabilité importante, qu'ils le veuillent ou non. On est dans une configuration politique différente de celle dans laquelle les *Indignés* ont surgi dans l'État espagnol (pour prendre l'exemple le plus distinctif des « nouveaux mouvements » dans le cadre européen que nous connaissons le mieux, celui de la zone euro) [1].

Le texte de Jean-Marie Vincent consacré au mouvement social de 2003

met le doigt sur ses faiblesses. Dans son article dans ce numéro, Claude Luchetta écrit que « *l'appel incantatoire à la grève générale ne fait que de la surenchère sur le rituel des journées d'action* ». Et de demander : « *Comment la notion de grève générale est-elle perçue par un intérimaire, un temps partiel, un CDD, un personnel de santé ?* » De son côté, dans un texte récent, Jacques Wajnsztein parle de « *sentiment de répétition, de lassitude face aux grands appels à des "grèves nationales" sans lendemain, au verrouillage syndical cherchant à traduire tout mouvement en termes uniquement revendicatifs et quantitatifs* » [2]. Faisons-nous aujourd'hui ce qu'il faut pour qu'au moment de la résurgence du mouvement social cela ne se répète pas ? Est-il suffisant de nous placer aux côtés des travailleurs qui luttent contre les fermetures de sites et les licenciements (le cloisonnement des luttes ne permettant de faire vraiment preuve de solidarité qu'au plan local) ? Dans l'espace de débat que nous formons, ne faut-il pas chercher à mieux cerner les dimensions de la situation historique absolument nouvelle, comme premier pas dans la production collective d'idées susceptibles de dessiner une perspective au-delà des luttes en cours ? Commençons-nous à faire ce qu'il faut pour ne pas, comme l'écrit Luchetta, « *répéter des formules programmatiques et revendicatives issues du passé ?* » Ne devons-nous pas pousser l'analyse de la nature de la crise bien plus loin et sous un angle moins général que nous n'avons le plus souvent tendance à le faire ?

L'IMMEDIAT ET L'AVENIR

L'agenda des luttes est imposé aux travailleurs par les vagues de licenciements et par la succession des me-

sures annoncées par les gouvernements qui œuvrent pour la bourgeoisie, quand ils n'en sont pas la représentation directe la plus odieuse. Les politiques de « rigueur » sont responsables de la plongée de l'économie européenne dans une seconde phase de récession. Menées au nom du paiement des dettes et du sauvetage indispensable des banques, elles rassurent les investisseurs financiers détenteurs des titres de la dette publique. Mais il s'agit aussi, de la part du capital qui les orchestre, d'une « stratégie du choc » permise par l'ampleur du chômage. Le but est d'arracher aux classes ouvrières et populaires des pays d'Europe le maximum possible de la protection sociale dont elles bénéficient encore. L'effet de ces politiques est de précipiter des centaines de milliers de gens dans la pauvreté (mesurée selon les normes des pays industriels avancés) et de fermer à un degré sans précédent toute perspective d'avenir pour la majorité des jeunes. La Grèce et le Portugal, pour ne parler que d'eux, sont les laboratoires d'essai de politiques que la bourgeoisie veut appliquer, si elle le peut, dans toute la zone euro. Il est donc plus que jamais juste et nécessaire de mettre le combat contre les dettes illégitimes au cœur de toute mobilisation sur la santé, les retraites, l'enseignement. C'est ce que tentent de faire dans le cas français dans les comités d'audit, avec une extrême difficulté, les militants associatifs et syndicaux qui se sont vraiment impliqués sur la question de la dette [3]. Tel ou tel moment des campagnes ou telle ou telle formulation peuvent être l'objet de débats, mais à Attac, au CADTM et dans une partie des structures syndicales de Solidaires, le fil conducteur de l'illégitimité de la dette publique a toujours été maintenu. Pourtant, dans ce combat, nous se-

rons battus à terme si nous ne retrouvons pas des façons de montrer qu'il existe peut-être des voies vers un autre état des choses. Le legs du stalinisme, du « socialisme réel » pèse toujours très lourdement. Dans des conditions, et avec des formes spécifiques, celles de la mise en concurrence mondiale des travailleurs et des effets du changement climatique qui se précisent, la conjoncture historique est celle d'un nouveau « minuit dans le siècle », ainsi que Victor Serge nommait la fin des années 1930. La volonté de résistance de secteurs de la classe ouvrière et de la jeunesse s'exprime continuellement. Mais pour que cette résistance et ces luttes puissent s'inscrire dans la durée même lorsqu'une bataille donnée est terminée et est peut-être perdue, il faudra qu'elles soient nourries par la perspective d'un « autre monde possible ». Je ne partage pas le rejet de cette expression par certains. Elle préserve, fût-ce avec des mots très flous, au moins une partie de ce que le mot *communisme* contenait comme perspective pour beaucoup de gens, à savoir un monde différent de celui du capitalisme et de la barbarie impérialiste [4]. Mais la cohérence avec cette perspective exige que dans le cas français, s'agissant des organisations politiques, on ne participe pas aux élections, à commencer par les élections présidentielles [5]. L'effet de nouveauté et le talent des candidats ont valu à la LCR et à LO un succès médiatique passager et des résultats électoraux enivrants. Mais le prix à payer a été très élevé. Dans le cas du NPA, la position consistant à critiquer le régime institutionnel de la Cinquième République tout en participant à son moment électoral clef est l'un des facteurs constitutifs d'un recul dont le contrecoup se fait ressentir bien au-delà de ceux qui ont milité dans ces

organisations ou même de ceux qui ont voté pour elles.

En se tournant maintenant vers les fermetures d'usine, vers Aulnay et Goodyear pour ne citer que deux des nombreux sites, il est impératif de nous placer aux côtés des travailleurs qui vont être licenciés dans les limites que le cloisonnement des luttes permet. Ils ont raison de se battre jusqu'au bout pour le maintien des sites. À Goodyear cela fait trois ans qu'ils tiennent sans avoir signé un accord très défavorable comme dans l'usine voisine de Dunlop. Ils ont raison de se battre pour des indemnités de licenciement aussi élevées que possible. Le rôle des organisations et militants politiques doit-il se borner à défendre des mots d'ordre à caractère conservatoires ? Comme par exemple aujourd'hui la revendication d'une loi contre les licenciements boursiers, dont le vote est demandé au gouvernement Hollande. Dégager des revendications transitoires aujourd'hui, car la loi contre les licenciements n'en est pas une, signifie un travail théorique en amont. Pas d'orientation politique sans théorie. Beaucoup de militants me répondront que cette théorie existe. Oui, mais suspendue dans le vide. Sur quel fondement productif, *industriel* dans le sens large du terme, peut-on reconstruire le travail et sortir du régime de « l'employabilité » ? À la fin des années trente, au moment de la grève générale de 1936, lorsque l'essor de la métallurgie ne faisait que commencer, travail et emploi étaient synonymes, Billancourt était une forteresse et le prolétariat industriel le cœur et la force dirigeante du combat contre le capitalisme. *Le Programme de transition* n'a donc pas eu à se poser la question de penser la production de façon nouvelle, de voir les moyens de production différemment de ceux accumulés par le capital. Il

fallait simplement que ceux-ci changent de main. Aujourd'hui il en va très différemment.

CONDITIONS DE LA REPRODUCTION SOCIALE ET LUTTE COLLECTIVE POUR LA SURVIE

Au nombre des fils conducteurs théoriques pouvant peut-être nous aider à nous situer dans le moment historique présent, il y a d'abord celui des « conditions de la reproduction sociale » utilisé par Marx et Engels à propos du prolétariat anglais au milieu du 19^e siècle. La notion ne valait bien sûr que pour des classes et couches exploitées intégrées dans le capitalisme. Pas pour ceux dont l'extermination était cherchée, comme pour les Indiens d'Amérique du Nord et du Sud. En Europe, on était à l'époque où Malthus énonçait une « loi de la population » selon laquelle la croissance démographique (sous-entendu celle des classes populaires) devait s'ajuster à la disponibilité des produits agricoles. Les premiers combats des travailleurs anglais ont concerné les conditions élémentaires de leur reproduction sociale et trouvé leur expression dans la théorie des salaires de Marx [6]. L'intégration de l'ensemble des populations du monde dans un seul ensemble, celui de l'économie capitaliste mondiale hiérarchisée et différenciée, fait que le constat que les conditions de la reproduction sociale de certaines gens dans certains pays ou régions du monde sont menacées, voire détruites, est d'application générale, l'accent étant mis sur la différenciation.

Dans un livre daté de 1997, et en

particulier dans un chapitre intitulé « La leçon de Malthus », Claude Meillassoux avait lancé un avertissement sur la pente sur laquelle le capitalisme était en train de s'engager [7]. C'est surtout à partir de l'expérience de certaines régions africaines que son livre est écrit. Aujourd'hui, sous des formes particulières, notamment de destruction quasiment ciblée du système de santé, comme en Grèce, au Portugal et en Espagne, l'application de la leçon de Malthus gagne l'Europe. Des luttes ayant la portée d'aperçus sur un autre monde possible vont naître de réflexes élémentaires de survie collective. Nous sommes à un moment où c'est du Marx de *l'Idéologie allemande* qu'il faut s'inspirer. Marx y explique quelque chose que la crise et les politiques bourgeoises ont de nouveau rendu très actuel, à savoir qu'à la base des rapports des « hommes entre eux » (les lectrices accepteront j'espère qu'il s'agit d'une expression générale), il y a le fait qu'il « *faut avant tout boire, manger, se loger, s'habiller et quelques autres choses encore [...] condition fondamentale de toute histoire qu'il faut aujourd'hui encore, comme il y a des milliers d'années, remplir jour par jour, heure par heure, simplement pour maintenir les hommes en vie* ». C'est ce qui se vérifie en Grèce, où ce que l'on a nommé le « mouvement des pommes de terre » a lancé partout dans le pays l'organisation de rapports directs avec les agriculteurs, avec des achats groupés de fruits, de légumes, d'huile d'olive, de riz et de farine. En Andalousie, le même besoin pousse les ouvriers agricoles sans travail à occuper les terres vides et à les cultiver [8].

Aujourd'hui, le capitalisme mondial dispose d'une « armée industrielle de réserve » bien plus importante que

ce dont il a besoin. Ce sont donc dizaines de millions de gens qui sont à la fois happés par le capitalisme mondialisé, chassés de leurs terres ou privés de leurs moyens traditionnels d'existence par la prédation et rejetés sur ses marges. Dans certaines régions d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, ce sont les mêmes qui subissent les premières conséquences du changement climatique. Leurs conditions environnementales, physiques, de reproduction sociale sont en voie de destruction quand ce n'est pas déjà fait [9]. Certaines classes, dans certains pays, n'auront jamais les moyens de « s'adapter ». Le sens de l'issue des conférences sur le climat qui se sont succédé, dans un laps de temps très court, de Copenhague jusqu'à Doha en passant par Durham, Rio et Mexico est clair. Les gouvernements et le capital ont décidé *de facto* que les objectifs de réduction des gaz à effet de serre exigeaient des changements dans les modes de production et de consommation contradictoires avec leurs priorités (dont le service de la dette publique) et dans des cas précis contraires à leurs intérêts (cas des groupes pétroliers ou des grands agro-industriels et de leurs actionnaires en Amérique du sud par exemple). Les hommes et les femmes vivant sur la planète sont conviés par la bourgeoisie à « s'adapter », plus seulement à la mondialisation, mais aussi au changement climatique. En cas de désastre majeur, la bourgeoisie saura comme si souvent appliquer la « stratégie du choc ». Au quotidien, ce sont les différences de richesse entre pays et les différences de classe à l'intérieur de chaque pays qui détermineront la manière dont les effets du changement climatique seront subis.

CRISE

DE SURPRODUCTION

ET CRISE DU « MODELE

DE DEVELOPPEMENT »

Même s'il est indispensable de le faire, il ne suffit pas de dire que la crise est une crise de surproduction et de suraccumulation. Je voudrais donc, aussi imparfaitement que ce soit, essayer d'aller au-delà de mon article du numéro 46 de *Carré rouge*. La surproduction et la suraccumulation se combinent très étroitement avec une crise du « modèle de développement ». Celle-ci marque les limites pour le capital, et pour un nombre croissant de gens, elle traduit l'adéquation aux besoins sociaux des industries sur la base desquelles « la croissance » (pour utiliser le terme usité du langage économique dominant) a reposé à partir des années 1960. L'accumulation du capital n'est pas un processus désincarné. Derrière les équations de la reproduction élargie (Marx) ou le bouclage des variables macroéconomiques de la comptabilité nationale (aux fondements keynésiens), il y a la matérialité de **ce qui est produit** et du **comment** on le produit (les deux étant étroitement liés). Comme nous savons maintenant que le niveau de l'emploi en dépend en partie, ainsi que les formes et la qualité de la vie quotidienne. Système d'exploitation et de domination, le capitalisme a suivi au cours du 20^e siècle, et plus particulièrement après la Seconde Guerre mondiale, un développement matérialisé par l'adoption d'un « modèle de développement » dans lequel l'industrie automobile (voitures et camions) et le secteur des travaux publics et du bâtiment, imposant sa gamme bien précise d'infrastructures

et de formes d'habitat, ont constitué toujours plus fortement les secteurs moteurs de l'accumulation en termes de masse d'emploi et de création de valeur et de plus value (ou de *survalueur* ainsi que les nouvelles traductions de Marx la nomment). La France s'est singularisée par le choix en faveur du nucléaire, choix dont la position d'EDF et d'Areva est la conséquence. L'article y revient plus loin. L'industrie automobile et les travaux publics n'ont prospéré comme ils l'ont fait que grâce à des appuis étatiques de toute sorte et à un endettement privé élevé dont les banques, mais aussi les grands groupes industriels ont été les bénéficiaires. En 2008 il n'y a pas que les banques qui ont pris en otage les gouvernements et à travers eux l'ensemble du corps social. Les groupes de l'automobile ont fait de même.

Depuis quelques mois, c'est sur l'automobile que se concentre la crise, dans sa double dimension de crise de surproduction et de suraccumulation, et de crise du « modèle de développement ». Dans cette crise, on trouve la conjugaison de trois facteurs. D'abord un marché saturé, dont la saturation sous-jacente depuis longtemps est devenue criante avec l'effondrement du pouvoir d'achat (on garde sa voiture ou, s'il faut absolument la changer, on en achète une d'occasion). Il y a ensuite l'effet du renchérissement du prix de cette marchandise complémentaire, le carburant, qui, si l'on n'y a pas accès rend inutile la possession d'une voiture. Il y a enfin le rôle du tout-automobile et du tout-camion dans le réchauffement climatique, comme de la pollution urbaine. La hausse du prix de l'essence est le facteur ressenti de façon immédiate et qui n'est pourtant pas pris en compte malgré tous les avertissements [10]. Ce prix affecte bien sûr la demande,

et pénalise le plus fortement ceux qui sont déjà très vulnérables économiquement et socialement. La hausse a des causes structurelles. Même s'il peut y avoir de courts moments de baisse, la tendance à la hausse est irréversible. Elle résulte d'une concurrence inter-capitaliste mondiale toujours plus forte (dont la Chine et l'Inde sont parties prenantes) autour de ressources en pétrole qui se raréfient et dont les coûts de production (prospection, forages) deviendront toujours plus élevés, même si de nouveaux gisements sont exploités. Indépendamment de ce qu'ils signifient sur le plan du réchauffement climatique et de dégâts et risques environnementaux incommensurables, cela sera vrai pour les forages sous la croûte des fonds marins, comme pour les projets qui se dessinent pour l'Arctique. Il est bien sûr plus facile pour le milieu associatif de faire le lien entre la crise du « modèle de développement » et l'industrie automobile qui en a été l'un des piliers les plus importants que ça ne l'est pour les syndicats [11]. Les organisations et les militants politiques ne peuvent pas pour autant se limiter à répéter les revendications des militants syndicaux les plus actifs. Nous sommes contraints et forcés d'« *accepter de compliquer une lutte déjà très difficile* », ainsi qu'Isabelle Stengers l'a écrit en 2009 pour dire l'enjeu de la question du changement climatique [12]. De la part du gouvernement et du Medef, le « retour à la croissance » tient de l'incantation et de la « comm. ». Le rapport Gallois est la mise en œuvre dans le cadre français de « la stratégie du choc » que la bourgeoisie croit pouvoir mettre en œuvre à la faveur du chômage massif, pour abaisser les salaires et tailler dans les dépenses sociales. Il est le pendant de « l'accord national inter-

professionnel » signé par la CFDT, la CFTC et la CGC avec le Medef. Mais pour le reste, le rapport est vide. En dehors de la défense inconditionnelle du nucléaire, le « retour à la croissance » repose sur l'espoir que l'aéronautique civile (EADS) et militaire (Dassault et Lagardère) trouvera des acheteurs, et qu'il se trouvera des pays pour acheter des TGV. Les emplois sont censés renaître par génération spontanée du marché, une fois que les salaires auront été cassés et les entreprises allégées de leurs « charges sociales ». Le dire-vrai de la politique industrielle de la France, c'est l'annonce par Manuel Vals que toute expression « violente » du désarroi des ouvriers et des jeunes trouvera sur son chemin une politique de maintien de l'ordre menée sans état d'âme.

HAUSSE DE LA PRODUCTIVITE DU TRAVAIL ET MONTEE DU CHOMAGE

Le chiffre officiel du taux de chômage en France est de 10 %. Mais il n'inclut pas les chômeurs qui ne sont pas, ou qui ne sont plus inscrits à Pôle emploi et pas non plus les jeunes qui n'ont pas pu entrer sur le marché du travail. Le chômage se double aussi du « temps partiel subi » qui touche environ 20 % de la population active, soit près de 5 millions de salariés, dont 80 % sont des femmes [13]. C'est à partir de la fin des années 1970 que le chômage structurel (celui qui n'est pas résorbé, même dans les moments de reprise et d'accélération de la production) a commencé à augmenter. C'est dès le tournant des années 1990 que la barre des 10 % a été franchie une première fois. Le recours aux embauches à temps partiel, moins coût-

teuses et bien plus flexibles que celles à temps plein a été l'un des facteurs qui a permis la baisse du chômage à des taux oscillant dans les années 2000 autour de 8 %, avec même une baisse à 7,5 % avant que la crise n'éclate.

Il faut chercher à bien en dégager le mécanisme. La mondialisation du capital conduit à la destruction de postes de travail sous l'effet de la concurrence et du déplacement des nouveaux investissements vers d'autres pays, aspect sur lequel l'accent est mis par les tenants de la démondialisation et de la recréation de barrières douanières. Mais la libéralisation et la mondialisation ont eu une autre conséquence, celle de permettre aux effets classiques de l'accumulation capitaliste sur l'emploi de reprendre toute leur ampleur. Ils sont ceux de la création d'une « surpopulation relative » faite de chômeurs. Elle se forme du fait de la hausse de la plus-value qui naît de l'usage de machines et d'équipements plus efficaces, et de l'intensification du travail. La productivité du travail est l'outil statistique qui se rapproche le plus d'une mesure du taux d'exploitation. Ces mécanismes ont été aggravés par le changement très profond de régime technologique avec l'invasion de la microélectronique dans le champ de la production, et celle de l'informatique dans la sphère critique de la circulation d'informations.

Commençons par les gains de productivité. À mesure que la mise en concurrence internationale des travailleurs a modifié les rapports de force entre les entreprises et les travailleurs, ces mécanismes ont bénéficié de façon de plus en plus forte aux propriétaires du capital, c'est-à-dire aux actionnaires (qui incluent, par le biais des stock-options, les dirigeants des groupes). Le « partage des gains

de productivité » s'est donc détérioré de plus en plus lui aussi. Il faudrait pourtant cesser de focaliser l'attention sur ce point-là et de nourrir l'illusion que grâce à des lois ou à une soudaine prise de conscience du patronat des effets d'accentuation de la récession de l'usage qu'il fait de son rapport de force, il pourrait y avoir un « meilleur partage ». Les militants seront mieux armés si l'accent est mis sur la question des rapports de production comme tels. Des estimations statistiques permettent d'appréhender l'ampleur des impacts de l'accroissement de la productivité sur la demande de force de travail par le capital. Une étude de la Direction générale du Trésor et de la politique économique (DGTPE) du Ministère de l'économie de février 2010, portant sur une période assez longue qui s'arrête en 2007, permet de saisir les mécanismes sous-jacents « hors crise ». L'étude a calculé qu'entre 1980 et 2007 ce sont près de 2 millions d'emplois qui ont été détruits dans l'industrie. Sur la période allant de 2000 à 2007, ce sont 65 000 emplois qui ont été détruits en moyenne chaque année. Les gains de productivité seraient à eux seuls à l'origine de 65 % des destructions [14]. Citons le commentaire pertinent du journal *Marianne* : « Pour un milliard d'euros de production industrielle, l'industrie employait 18 500 personnes en 1980, elle n'en emploie plus que 3 900 aujourd'hui. Soit un rapport de 1 à 4,5, deux fois plus élevé que les salaires et le PIB. Pour cet effort de productivité les salariés n'ont donc perçu qu'une infime partie de cette richesse. Ils ont surtout dû assumer la précarisation de leur emploi ou, pire, son transfert dans d'autres pays » [15]. On est ainsi revenu, à la faveur de la libéralisation, au plein jeu du mécanisme analysé par

Marx en Angleterre. Ce mécanisme « qui met l'homme social à même de produire davantage avec moins de labeur, se tourne dans le milieu capitaliste (où ce ne sont pas les moyens de production qui sont au service du travailleur, mais le travailleur qui est au service des moyens de production) en processus contraire, c'est-à-dire que, plus le travail gagne en ressources et en puissance, plus il y a pression des travailleurs sur leurs moyens d'emploi, plus la condition d'existence du salarié, la vente de sa force, devient précaire » [16]. Les chiffres de la DGTPE ont une portée considérable. Ils signifient que l'augmentation de productivité obtenue grâce à l'énergie et à l'engagement des travailleurs, mais aussi à leurs souffrances au travail, s'est retournée contre eux sous la forme de leur éjection de la production. Le projet du Medef, lancé par Sarkozy et repris par le gouvernement Hollande, relatif aux « accords compétitivité-emploi » que les confédérations syndicales ont accepté de discuter, et que la CFDT, la CFTC et la CGC a signé (l'ANI) accentuera encore ce mécanisme. Ils vont permettre aux entreprises de produire encore plus avec encore moins de salariés. Ceux-ci nourriront encore plus grassement les profits des entreprises tout en hâtant, grâce à la hausse de leur productivité, leur propre licenciement. En ce qui concerne le rôle des grands groupes dans les destructions d'emplois par le biais des investissements à l'étranger, les statistiques de l'OCDE [17] indiquent que la France est le deuxième exportateur mondial de capitaux : 172 milliards de dollars par an en moyenne sur la période 2005-2008, derrière les États-Unis (232 milliards) mais devant le Royaume-Uni (149 milliards) et tous les grands pays développés. Dans le cas de la France, l'investissement à

l'étranger est le fait d'un très petit nombre de grandes entreprises. Une étude de l'Insee [18] sur les délocalisations au sens le plus étroit du terme (une usine délocalisée à l'étranger, dont la production est ensuite importée par la même entreprise) a calculé qu'au cours de la période 1995-2001, dix grands groupes ont représenté à eux seuls près du quart des emplois supprimés. Dans le secteur manufacturier, les délocalisations vers les pays développés sont réalisées le plus souvent à travers les filiales des entreprises. Lorsqu'il s'agit de pays à bas salaires, c'est la sous-traitance qui est choisie. En 2011, le chiffre d'affaires des grands groupes cotés au CAC 40 ne provenait plus que pour 25 % de leur activité en France, contre 42 % en Europe et 32 % dans le reste du monde, dont plus de 8 % aux États-Unis et 7 % en Asie.

À côté des effets sur l'emploi des investissements à l'étranger, il y a ceux de la libéralisation des échanges commerciaux en tant que tels, qui a été poussée plus loin par l'Union européenne que toute autre partie du monde à l'exception du continent nord-américain. L'étude de la DGTPE estime que 13 % des emplois détruits en France depuis 1980 l'ont été du fait des importations. Cet impact est nettement plus fort depuis 2000. Les grands groupes de la distribution, les Carrefour, Auchan, Intermarché et autres enseignes jouent un rôle central dans ce processus, dont l'intérêt pour le capital est notamment de réduire la valeur des marchandises entrant dans la consommation salariale, c'est-à-dire dans la reproduction de la force de travail. L'importation de marchandises à bas coût qui permettent de payer des salaires bas s'étend également à l'agriculture où les petits exploitants qui combattent la monoculture subissent les effets destruc-

teurs de l'importation de marchandises à bas prix produites dans les pires conditions sociales et écologiques, et transportées à longue distance sans imputation financière des dégâts écologiques.

PENSER LE TRAVAIL ET UNE VIE DECENTE DANS UNE CONFIGURATION RADICALEMENT NOUVELLE

Je reviens aux limites d'une analyse de la crise en termes de suraccumulation du capital. Elle contient l'idée qu'une fois qu'elle aura été résorbée, l'accumulation, et à sa suite l'emploi, pourraient reprendre. C'est le sens des débats sur la « sortie de crise ». Indépendamment du temps que ce processus prendrait en raison de la dimension de cette suraccumulation et de sa localisation dans l'espace du marché mondial, il y a un fait décisif dont mon article dans le dernier numéro de la revue n'a pas parlé. Un fait que nous avons presque tous oublié ou esquivé parce qu'il a des implications trop considérables : un changement très profond de régime technologique est intervenu avec l'invasion de la microélectronique dans le champ de la production et celle de l'informatique dans la sphère critique de la circulation d'informations. On est face, pour reprendre les termes de Jacques Wajnsztein à des « transformations concrètes du procès de production qui produisent une tendance à "l'inessentialisation de la force de travail" [...] par substitution du travail mort (capital fixe) au travail vivant (capital variable) » [19]. Elle concerne tous les pays industrialisés. Même dopée par l'endettement faramineux,

l'économie étatsunienne a connu après 2002, pour la première fois dans son histoire, une remontée cyclique *sans création nette d'emplois* (« a jobless recovery »). Le texte de Wajnsztein que je cite ici, tout comme celui cité plus haut, contiennent de paragraphe à paragraphe, voire de ligne à ligne, des notions correctes et incorrectes ainsi que des appréciations que je partage et d'autres que je rejette. L'auteur n'est pas de ceux avec qui la discussion est facile. Indiquons un point de désaccord important. Il écrit qu'il ne faut « pas confondre inessentialisation de la force de travail et fin du travail », mais il limite le « maintien du travail » à sa dimension « d'élément de domination plus que d'exploitation ». Impossible de savoir où il se situe par rapport à Marx auquel il ne se réfère qu'à travers d'autres auteurs, notamment au passage où celui-ci écrit : « *Le travail est de prime abord un acte qui se passe entre l'homme et la nature. L'homme y joue lui-même vis-à-vis de la nature le rôle d'une puissance naturelle. Les forces dont son corps est doué, bras et jambes, tête et mains, il les met en mouvement, afin de s'assimiler des matières en leur donnant une forme utile à sa vie. En même temps qu'il agit par ce mouvement sur la nature extérieure et la modifie, il modifie sa propre nature, et développe les facultés qui y sommeillent* ». On ne sait pas quel nom Wajnsztein donne à l'activité de « production des éléments nécessaires à la vie », dont il a été question plus haut à propos de la reproduction sociale. Même sous l'angle de la seule domination, « l'inessentialisation de la force de travail » pose au capital de redoutables problèmes. Dans le cas de la France, entre le nombre de travailleurs licenciés et de jeunes non entrés sur le marché du travail qui répondent aux critères de « l'employabi-

lité » et ceux qui trouvent un emploi, il y a un écart très élevé, au moins deux millions de personnes au bas mot. Une fois que les nouveaux « jobs » cités par Wajnsztein ont été pourvus, (travail « domestique » rétribué, garde d'enfants et de personnes âgées, du secteur social et culturel, etc.), auxquels on peut ajouter quelques autres (agent de sécurité privé par exemple), comment gérer une population devenue excédentaire par rapport aux besoins du capital ?

Je suis obligé de passer ici sur le rapport entre la « *tendance à l'inessentialisation de la force de travail* » et la tendance à la baisse du taux de profit, avec tout ce que cela signifie en termes de dangerosité accrue du capital [20]. Il faut revenir à mon fil conducteur. La crise du modèle de croissance et les changements dans le régime technologique du capitalisme obligent celles et ceux qui militent dans les structures syndicales, associatives et politiques stables qui composent le mouvement social en latence à commencer à dire par où ils proposent de chercher une issue. Certaines mesures démocratiques qui étaient déjà dans le *Programme de transition*, comme l'expropriation-socialisation des banques en relation avec l'annulation des dettes, ont été identifiées et sont popularisées et défendus vigoureusement. Mais dans le domaine du système productif, il y a cette obligation « *d'accepter de compliquer encore une situation déjà compliquée* » et de chercher à indiquer où pourraient se trouver des éléments de réponse. Les occupations d'usines suivies d'une auto-organisation de la production que l'Argentine a connues au début des années 2000 ont fait leur apparition en Grèce, notamment à Thessalonique avec Vio-Me [21]. Viendra le moment en France où les travailleurs décideront de faire de

même.

Tout cela a une certaine urgence. Le Front national a désormais un discours social qui exploite le processus d'appauvrissement, quand ce n'est pas de chute dans la misère, de milliers et de milliers de salariés, de chômeurs et de précaires. L'un des terrains que le mouvement aura à occuper une fois reconstitué est celui de l'existence quotidienne dans les cités, mais aussi dans les régions. Il ne peut pas faire l'impasse sur la désertification des territoires. Les effets économiques et sociaux des fermetures d'usines se conjuguent avec les conséquences de plus en plus brutales, en termes d'emploi mais aussi de destruction de tissu social local, du démantèlement des services publics (fermetures d'hôpitaux, d'écoles, de bureaux de poste). Sur une grande partie du territoire français, l'ampleur de la destruction des services publics a vidé l'expression de « *défense des acquis* » quasiment de tout sens. C'est en termes de **reconstruction sous contrôle des usagers** que le mouvement social aura à les aborder. Dans un livre qui a commencé à prendre cette question à bras-le-corps (il n'y en a pas tellement), Jean Gadrey défend la possibilité de mettre fin au chômage, pas seulement par la réduction du temps de travail (le partage des heures de travail), mais en développant des investissements d'un type nouveau qui supposeraient, en raison de leurs caractéristiques en termes de qualité et de proximité de production, non plus une diminution mais une augmentation de la quantité de travail [22]. Cela s'articule avec ce que l'écologie politique nomme la « *sobriété énergétique* ». C'est un « *adieu à la productivité et la compétitivité* » qui est défendu et illustré dans son livre. On peut reprocher à Jean Gadrey de laisser planer l'idée que ce-

la pourrait se faire sans changement dans les formes de propriété ou de modification des rapports de production. À la question qu'il pose en tête d'un chapitre de son livre, « *Peut-on s'en sortir dans le cadre d'un capitalisme réformé* », il répond que « *personne n'a de réponse ferme et définitive à cette redoutable question* ». Et d'ajouter qu'il « *semble quand même que la crise actuelle ainsi que la montée des périls écologiques (composante de cette crise) renforcent les doutes sur la possibilité de concilier capitalisme et société solidaire et soutenable ou développement humain durable* » [23]. Il conforte ces « *doutes* », mais sans se départir d'une position où la question des formes d'organisation et de propriété des entreprises est passée sous silence. Cependant, ce sont ceux qui ont cessé d'avoir des « *doutes* » (depuis peu ou depuis longtemps, peu importe) qui ont le plus intérêt à lire le livre de Gadrey, ainsi que d'autres lectures auxquelles il renvoie.

La désertification des territoires par démantèlement des services publics se combine dans les régions rurales avec les effets des politiques agricoles menées en faveur de l'agriculture industrialisée, du productivisme agricole et de la concentration des terres. Dans l'agriculture, l'appauvrissement des sols avec obligation d'accroître la quantité d'intrants chimiques, la pollution des nappes phréatiques et les effets du changement climatique ont accru la prise de conscience de l'inadaptation profonde des méthodes productivistes. Les exploitants agricoles qui ont réussi à résister à la concentration et à survivre aux politiques agricoles de Paris et de Bruxelles ont expérimenté d'autres méthodes. Ils ont beaucoup de solutions, variables selon les sols et le climat, à proposer en termes de production animale et végétale intégrée. Les

agronomes ont revisité les fondamentaux de l'agriculture biologique de façon à la fois à la libérer du « bio » bo-bo, qui est maintenant tombé sous la coupe de la grande distribution, et lui permettre de dégager toutes les potentialités des rotations longues avec plantation de légumineux, avec une utilisation très fortement réduite d'engrais et de pesticides [24]. Cette agriculture va de pair avec des circuits de distribution courts et la reconstitution de filières de transformation alimentaires locales.

C'est ici que le combat à Notre-Dame des Landes est important. Il l'est sur le plan de l'auto-organisation et de la démonstration de la disponibilité à la lutte de certaines fractions de la jeunesse. Il l'est aussi pour ce qu'il ouvre. C'est ce que Sandra Cormier exprime fort bien lorsqu'elle parle d'un espace d'élaboration politique, d'un « lieu d'expériences autogestionnaires au sein duquel se développent d'autres formes de production et de consommation » [25]. Plus largement, écrit-elle, le « mouvement renvoie à la possibilité d'un autre monde, quand bien même l'expérience reste limitée politiquement, car aussi bien dans ces formes de résistance qu'à travers l'expérimentation de pratiques alternatives, il pose des problèmes globaux dans une dimension anticapitaliste ». Le « mouvement amène également à prendre en compte le rôle que peuvent jouer les luttes locales dans le développement d'une conscience politique anticapitaliste. Les mouvements locaux s'organisent le plus souvent autour d'éléments concrets, matériels, comme c'est le cas ici avec l'aéroport et ses conséquences. De par leur plus grande proximité avec les lieux de vie et enjeux quotidiens des populations, ils paraissent plus accessibles. Dit autrement, pour beaucoup de gens, il apparaît plus facile et possible de peser sur la construction de

l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, ou sur le TGV Lyon-Turin, que de s'attaquer aux marchés financiers ». On voit là à la fois les potentialités de ce type de luttes et leurs faiblesses. L'une des raisons qui justifient qu'on donne le maximum de visibilité et d'appui aux luttes et aux expériences collectives ayant les caractéristiques de celle à Notre-Dame-des-Landes a été bien formulée par Pierre Braibant dans le cadre d'une discussion qui s'est engagée à Attac à l'occasion de la préparation d'une brochure sur la dette et la démocratie [26]. Braibant pense (comme moi), qu'il est impossible de faire l'impasse sur la question du pouvoir politique. Mais, dit-il, elle peut être « conçue dans (et comme) la continuité d'un mouvement, déjà en cours, de construction en acte de l'alternative. Et non plus comme un moment de rupture radicale entre un "avant" tout entier dédié à l'attente (et à la promesse) du changement et un "après" qui inaugurerait, sans aucun précédent, le processus de transformation » [27]. Il poursuit en écrivant que « c'est bien cette administration d'une preuve de validité par le fait qui me semble aujourd'hui la condition première de la re-créabilisation de l'idée de transformation sociale et donc de la (re) construction des conditions de possibilité de l'accession au pouvoir des forces qui luttent pour l'alternative ». Mais il souligne que l'une « des objections que l'on peut opposer à cette volonté de faire de la pratique de l'alternative une dimension majeure de la transformation sociale est, précisément, qu'elle est constamment menacée de se s'auto-déconnecter de son propre objectif: contribuer à une transformation d'ensemble de la société. Le danger est en effet que les expérimentations (et les expérimentateurs...) se complaisent dans le localisme, s'isolent, se fragmentent, sombrent dans le repli satisfait

sur soi et s'auto-marginalisent. En d'autres termes, le risque majeur c'est celui de la dépolitisation ». Ce risque ne se pose pas à Notre-Dame-des-Landes et ne se poserait peut-être pas dans d'autres combats locaux pour peu que les militants associatifs et politiques anticapitalistes s'y investissent. C'est au travers de combats sur des questions comme celle de l'Ayrault-port, et bientôt sans doute de nouveau contre l'exploitation des gaz de schiste, que commencent à émerger les conditions subjectives qui permettront de peser contre des projets de « retour à la croissance » dont EDF-Areva, Total, PSA et Renault, Bouygues et Vinci continueraient à être les pôles.

Il y a beaucoup d'indications que « l'administration d'une preuve de validité venant re-créabiliser l'idée de transformation sociale » dans un contexte de forte politisation est en train de se produire en Grèce. Le processus gagnera ou a peut-être déjà gagné l'Espagne et le Portugal. C'est alors peut-être par des voies au moins en partie nouvelles que, dans ces pays, ceux et celles qui forment la majorité des pays trouveront les moyens pour légiférer et mettre en œuvre des lois qui leur semblent indispensables. Car « l'accession au pouvoir » est tout simplement cela.

LA TRANSITION
ENERGETIQUE,
COMME QUESTION
DEMOCRATIQUE
OUVRANT VERS UN
« AUTRE ETAT
DES CHOSES »

Il y a un domaine où des militants, ingénieurs de formation, ont établi qu'il

existe des voies vers un « autre état des choses ». C'est celui de l'énergie. À l'aide de leurs travaux collectifs, on voit ce que pourraient être des formes de production et de consommation répondant aux critères de création d'emploi et de sobriété énergétique, et possédant aussi le caractère d'activités créatrices de travail. Leur adoption supposerait que les forces anticapitalistes agissant ensemble soient parvenues à en faire une « question démocratique » [28] et à commencer d'en imposer la discussion à l'échelle nationale, sachant que les conditions en sont peut-être plus mûres pour qu'elle se déroule simultanément dans d'autres pays que dans d'autres domaines, même celui des dettes illégitimes. Cette délibération collective aurait à porter sur les nouvelles sources d'énergie, ainsi que sur les conditions de leur production et de leur distribution, mais aussi sur la réduction de la consommation énergétique.

Sur le premier plan, le travail a été largement préparé par les associations souvent nées dès les premiers combats contre le nucléaire, qui se sont remises au travail pour répondre à la double urgence du changement climatique et de la sortie du nucléaire dont la catastrophe de Fukushima a montré une nouvelle fois l'absolue nécessité. Leur travail offre un exemple de ce que le refus de l'enfermement dans le temps court et la volonté de rechercher collectivement de nouvelles solutions peut produire dans un domaine réputé comme étant du seul ressort des experts. La catastrophe de Fukushima a relancé l'opposition entre les radicaux, pour qui le mot d'ordre est l'arrêt immédiat des centrales (c'est le cas de la coordination Stop Nucléaire [29]) et les « réformistes » qui pensent qu'en France, en tout cas, la construction d'un mou-

vement populaire profond exige de montrer la faisabilité d'une « transition énergétique ». Elles ont donc abordé la question en liant transition énergétique et nouveau « modèle de développement » et en lui donnant le statut de ce que l'association Global Chance nomme le choix d'une méthode démocratique comme principe supérieur d'action [30], c'est-à-dire autre chose qu'une question technique. L'un des attendus de la Charte Énergie Partagée de 2010 de l'association Enercoop [31], stigmatise ce qu'elle nomme « l'impasse des politiques centralisées de l'énergie conduisant à un désintéressement de la population, à un désengagement des collectivités, constituant un frein à la réappropriation citoyenne des problématiques énergétiques ». C'est la même démarche qui commande « le scénario de transition énergétique » adoptée par l'association négaWatt en septembre 2011. Ce scénario se veut « avant tout un formidable exercice de démocratie et de citoyenneté », car « *quelles que puissent être les solutions qui sont retenues pour construire le système énergétique de demain, rien ne sera possible sans une adhésion pleine et entière de tous nos concitoyens* ». L'étude porte tant sur la diminution de la consommation (ce que négaWatt nomme **la sobriété et l'efficacité énergétiques**) et la production d'énergies renouvelables. Celles-ci sont examinées en relation avec les changements dans les modes de transport, d'industrialisation et d'occupation du territoire que leur production et leur distribution supposent et/ou permettent [32].

Ce serait trahir la minutie de l'analyse que d'essayer de résumer le rapport négaWatt en quelques lignes. Le plus important tient en ceci. La conception défendue suppose le démantèlement de ce monopole devenu centre de

pouvoir hors de tout contrôle démocratique dont EDF et Areva sont le cœur [33]. L'enjeu est défini comme celui de la mise sur pied d'une « *puissance publique, qui n'est pas réductible à un État central directif, mais qui doit tisser des relations nouvelles avec et entre les institutions (parlement, collectivités locales) afin d'encourager la recherche d'un degré d'autonomie énergétique régionale et qui doit également inventer de nouvelles relations avec un monde associatif cherchant notamment à prendre son avenir énergétique en main* » [34]. L'opposition d'EDF et d'Areva à toute décentralisation des moyens de production au plus près des besoins s'est déjà manifestée à petite échelle sur l'éolien et le solaire (raccordement au réseau, tarification, etc.). C'est là une expression du fait, comme le dit Philippe Mühlstein, que « *le nucléaire, technique hypercentralisée par essence, n'est pas compatible avec la démocratie. Un choix énergétique est forcément en même temps, volens nolens, un choix de société. Le "choix" français du "tout électrique – tout nucléaire" apparaît intrinsèquement lié aux institutions politiques de la 5^e République qui, par leur caractère de monarchie élective centralisée où l'exécutif prime sur le législatif et le judiciaire, l'ont rendu possible* » [35]. Si dans d'autres pays on a affaire dans le domaine énergétique à la possibilité de changements compatibles avec un « capitalisme réformé », en France il n'y a que le mouvement social qui puisse en imposer la discussion et l'adoption. La défense pour l'instant inconditionnelle du nucléaire par la CGT, dans des formes qui relèvent pour une part de la défense des intérêts particuliers des seuls travailleurs à statut [36] mais cela ne se fera qu'après beaucoup de débats, car c'est la conception « jacobine » et étatiste qui est en cause en plus de choix

en faveur de formes d'énergie déterminées.

Faisant un pas de plus, dans son entretien avec les Amis de la Terre, Philippe Mühlstein pose de lui-même, sans qu'elle lui ait été posée, la question « de savoir à quoi servent réellement ces quantités fabuleuses d'énergie consommées dans les sociétés développées, dont on ne veut en général discuter que les mérites, les défauts et l'efficacité comparés. Ma réponse est que, pour les trois quarts environ, elles ne servent qu'à faire fonctionner l'immense appareil d'oppression et d'aliénation moderne par la marchandise et la valeur d'échange, c'est-à-dire le capitalisme. Le gaspillage énergétique qui a lieu dans nos sociétés n'a rien à voir avec la recherche de "la vie bonne", comme disait Aristote; il apparaît plutôt comme un moyen privilégié pour les maîtres de la société (les propriétaires du capital et leurs valets étatiques) de maintenir, avec de plus en plus de difficultés et d'immenses dégâts, leur pouvoir sur le monde. La transition énergétique, si elle a lieu, apparaît déjà comme une partie du processus plus vaste d'un nécessaire dépassement du capitalisme ». C'est évidemment ma position aussi.

*

Je m'arrête à ce point. Je n'ai aucun moyen de conclure. Mon seul souci c'est que cet article ait été suffisamment clair, et mon seul souhait c'est que la discussion puisse s'entamer.

Notes

1- Les notes que Catherine Samary envoie sur les listes du GTE et d'Attac donnent des indications pour les pays de l'UE des Balkans sur ce qui pourrait relever de la catégorie « mouvements d'un type nouveau », mais il n'y a pas le même degré d'information. Sur Occupy Wall Street, dans le der-

nier numéro de la *Revue des Livres* un article très documenté de Nicolas Haeringer, « Occupy Wall Street : fin ou début d'un mouvement ? » Il répond à l'article paru dans *le Monde Diplomatique* de Thomas Frank, « Occuper Wall Street, un mouvement tombé amoureux de lui-même »

2- Jacques Wajnsztejn, « Des grèves d'octobre-novembre 2010 en France, puis des révoltes arabes au mouvement des indignés espagnols et des Occupy américains », *Temps critiques*, avril 2012, <http://tempscritiques.free.fr/>

3- Voir Bilan de l'activité des collectifs d'audit citoyen, réunion nationale du 12 janvier 2013, <http://www.audit-citoyen.org/>

4- L'expression est utilisée à bon escient par Sandra Cormier, « Notre-Dame-des-Landes, une lutte anticapitaliste », *TEAN* n°40, Février 2013.

5- Je n'étends pas ce jugement à tous les pays. Il peut y avoir des situations politiques qui exigent, comme en Grèce en juillet 2012, la participation électorale.

6- Marx; *Le Capital*, vol. I, t 1, chapitre 6 : « Le prix de la force de travail atteint son minimum lorsqu'il est réduit à la valeur des moyens de subsistance physiologiquement indispensables, c'est à dire à la valeur d'une somme de marchandises qui ne pourrait être moindre sans exposer la vie même du travailleur ».

7- Claude Meillassoux, *L'Economie de la vie. Démographie du travail*. Cahiers libres, Editions Page deux, Lausanne, 1997

8- Voir l'article sur le site Basta ! <http://www.bastamag.net/article2955.html>

9- Voir François Chesnais et Claude Serfati, « Les conditions physiques de la reproduction sociale », in J-M. Harribey et Michael Löwy (sous la direction de), *Capital contre nature*, Actuel Marx Confrontation, Presses Universitaires de France, Paris, 2003. Dans ce travail le grand retard dans la critique marxiste est reconnu et une explication recherchée.

10 Jean-Marc Jancovici et Alain Grandjean, *Le plein s'il vous plaît. La solution au problème de l'énergie*, Points Science, Le

Seuil, Paris, 2007.

11- C'est donc par exemple de militants associatifs qu'est venue la proposition, à laquelle des militants ouvriers ont adhéré individuellement, que la lutte contre les licenciements soit associée à des revendications portant sur la reconversion des sites Groupe de travail Reconversion écologique et sociale, reconversion-contact@google-groups.com 2 mai 2011.

12- Isabelle Stengers, *Au temps des catastrophes, Résister à la barbarie qui vient*, Les Empêcheurs de penser en rond/La Découverte, Paris, 2009. J'ai commenté cette expression dans un texte posté sur le site de *Contretemps* et publié dans *Carré rouge* n°41, juin 2009

13- Les statisticiens estiment que la part des salariés à temps partiel dans la population active a plus que doublé en 2005 par rapport au début des années 1980 sous l'impulsion de politiques gouvernementales en faveur des entreprises, passant de 8 % à 18 % du total des embauches. Au nom de la réduction du chômage, les mesures ont rendu les embauches à temps partiel moins coûteuses que celles à temps plein. 80 % d'entre eux sont des femmes, une proportion stable durant ces deux décennies. (www.juritravail.com/chiffres-et-indices/chiffres-etat-lieux-travail-france.html)

14- Lilas Demmou, *Les causes de la désindustrialisation*, Direction générale du Trésor et de la politique économique, Ministère de l'économie et des finances, février 2010.

15- 23 mars 2010 <http://www.marianne2.fr/>

16- Marx, *Le Capital*, livre premier, chapitre XXV, section IV. J'ai remplacé le mot « loi », très marqué par l'influence des sciences de la nature propre à l'époque où Marx écrit, par celui de « processus ».

17- OECD, *Economic Globalisation Indicators*, 2010, p.87

18- Patrick Aubert et Patrick Sillard, « Délocalisations et réductions d'effectifs dans l'industrie française », *L'économie française - Comptes et dossiers* - Édition 2005-2006, Insee, Paris

19- Jacques Wajnsztein, « Critique du travail et révolution du capital », *Variations*, n° 17, 2012 (consacrée à la Critique du travail), <http://variations.revues.org/>. Pour ne prendre que la phrase qui vient d'être citée le terme marxiste précis est celui de capital constant, capital qui ne crée par lui-même aucune valeur ou survaleur.

20- La diminution du capital variable (la force de travail qui crée de la valeur nouvelle) par rapport au capital constant (machines et matières premières) accentue la tendance à la baisse du taux de profit et la hausse du prix de l'énergie et des matières premières fait de même. Le capital y voit des obstacles qu'il faut briser en augmentant encore le taux d'exploitation et sa recherche de matières premières, quelles qu'en soient les conséquences.

21- Sur l'autogestion de l'usine Viomichaniki Metaleftiki, dite Vio-Me, spécialisée dans la production de matériaux de construction, d'aménagement et d'isolation voir <http://www.viome.org/p/> On trouve le dossier complet de Vio-Me sur le site de Carré rouge. D'autres expériences et luttes sont disponibles en français sur le site Initiative grecque à Paris.

22- Jean Gadrey, *Adieu à la croissance, Bien vivre dans un monde solidaire*, Nouvelle édition augmentée, Alternatives Économiques-Les Petits Matins, Paris, 2012. Voir pages 168 et suivantes. Force est de constater qu'en dépit de la respectabilité de son auteur (professeur à Lille, co-auteur avec Joseph Stiglitz d'un rapport pour

changer les indicateurs économique, collaborateur d'*Alternatives économiques*), en dépit de son approche très pédagogique et même conciliante à l'égard des appareils syndicaux, ce livre a été à jusqu'à maintenant à peu près totalement ignoré en dehors du milieu associatif. Les militants politiques qui guettent le nouveau jaillissement du mouvement social ne doivent pas en faire autant.

23- Jean Gadrey, op.cit., page 161.

24- Voir sur le site de la Confédération paysanne (<http://www.confederationpaysanne.fr/>) la rubrique *nos positions* et aussi les archives d'un colloque qui a réuni à Albi en 2008 l'ensemble des associations actives dans ce domaine (www.colloque-agrobiologie-albi2008)

25- Sandra Cormier, « Notre-Dame-des-Landes, une lutte anticapitaliste », *TEAN* n°40, Février 2013.

26- Attac, « Leur dette, notre démocratie », projet de livre aux Editions Les liens qui lièrent.

27- Pierre Braibant, La mutation profonde de la possibilité de la transformation sociale. Commentaire du projet de livre d'Attac.

28- Par question démocratique, le mouvement ouvrier révolutionnaire entendait une question de vie quotidienne ayant valeur de revendication transitoire. Une question dont des centaines de milliers de travailleurs peuvent se saisir et qui ne peut être résolue sans qu'ils s'en chargent eux-mêmes, en modifiant, chaque fois qu'il le

faut et dès qu'ils en ont la force politique, les formes de la propriété et les rapports de production.

29- Voir www.coordination-stopnucleaire.org/ On trouve sur ce site une synthèse claire des différentes dimensions des conséquences humaines de la catastrophe de Fukushima.

30- Voir « Pourquoi Global Chance » <http://www.global-chance.org/> Parmi les membres de l'association les plus connus, il y a Benjamin Dessus et Bernard Laponche.

31- <http://www.lesamisdenercoop.org/>

32- http://www.negawatt.org/telechargement/SnW11//Scenario_negaWatt_2011-Dossier_de_synthese-v20111017.pdf

33- Voir les tracts fréquents du Collectif contre l'ordre atomique, dont celui du 12 avril 2012 sur

<http://bellaccia.org/fr/spip.php?article126948>

34- Note de Pierre Masnière, « Quelques éléments pour un débat sur la nécessaire production d'électricité à partir d'EnR », Conseil scientifique d'Attac, février 2012.

35- Philippe Mühlstein, responsable national à la Fédération syndicale SUD-Rail, « Nécessité et limites des scénarios énergétiques », Réponse à des questions posées par l'association Les Amis de la Terre

36- Voir Elisabeth Filhol, *La Centrale*, Editions P.O.L., 2010. Il s'agit de la forme romancée donnée à une longue enquête sur les ouvriers des entreprises sous-traitantes d'EDF à qui sont dévolues les tâches les plus dangereuses.